

OCTOBRE 2021

RAPPORT D' ANALYSE DE CONFLIT – MOBAYE

PROJET RELSUDE



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport s'inscrit dans le projet RELSUDE, pour lequel Concordis a été demandé d'effectuer l'analyse des conflits et la compréhension des perceptions des communautés afin d'informer les activités des partenaires du consortium et de les ancrer dans les diverses réalités de 11 villes ciblées au sud-est de la République centrafricaine. Vu que les communautés musulmanes ne sont pas encore revenues à Mobaye suite à leurs déplacements, la majorité des répondants sont issus des communautés chrétiennes.

Depuis la crise de 2012, la cohésion sociale est érodée à Mobaye, comme dans d'autres localités du sud-est de la RCA. Surtout depuis 2017, des cycles de violence et de vengeances consécutifs ont ébranlé la ville, entraînant de nombreux déplacements de population, principalement traversant la rivière vers la République Démocratique du Congo.

La coalition Séléka a pris le contrôle de la ville sur base de leurs revendications de marginalisation de l'est du pays par le pouvoir central de Bangui, et en particulier ce celle des communautés musulmanes. Selon les répondants, le groupe armé a surtout appuyé ces dernières et ce soutien a commencé à inclure des actes violents à l'encontre des membres de la communauté chrétienne. Dès lors, de jeunes chrétiens se sont organisés en Anti-Balaka afin de protéger leurs coreligionnaires – bien que ces derniers affirment qu'ils ont commis les mêmes exactions que les Séléka. En mai 2017, les Anti-Balaka ont attaqué la ville et ont ciblé les populations civiles musulmanes autant que le successeur de la Séléka, l'UPC. Ce dernier a su garder le contrôle de la ville mais les Anti-Balaka se sont installés dans les villages environnants, bloquant les axes routiers. Chaque groupe armé était méfiant de tous les membres – notamment les jeunes hommes – de la communauté religieuse adverse, menant à la fin de la libre circulation, une situation qui persiste jusqu'à nos jours.

Ces affrontements et l'impasse qui s'en est suivi ont conduit à l'effondrement de l'environnement économique et social.

Les taxes, les extorsions et le délabrement des infrastructures ont privé la ville de ses opportunités économiques. La crise économique a plongé les habitants dans une situation d'insécurité critique et la crainte d'une reprise des violences est toujours présente. Les populations se trouvent dans une extrême précarité, ayant subi de lourdes pertes du aux multiples violences et déplacements causés.

Les habitants de Mobaye ont signalé pendant la consultation que leur situation économique constituait une nécessité de premier plan. Les inquiétudes liées à la santé économique et à leur subsistance quotidienne se trouvent au cœur de leurs préoccupations et souffrances actuelles, de leur volonté d'une amélioration de l'éducation et la formation professionnelle, du besoin de réconciliation et de cohésion sociale, et de leurs recommandations pour permettre une relance économique. Cette situation économique a, dans le passé, poussé certains à rejoindre des groupes armés. Les habitants ont ainsi à faire à un cercle vicieux à traiter d'urgence : la crise économique renforce l'insécurité, qui à son tour, alimente la crise économique.

Malgré l'apaisement de la situation sécuritaire et sociale grâce aux sensibilisations et médiations du Comité des Acteurs de la Paix après les affrontements de 2017, ayant la reprise des échanges économiques entre les communautés, la méfiance entre eux persiste. Bien qu'il n'y ait plus d'altercations et d'affrontements et que les habitants observent une amélioration des relations intercommunautaires, ils évoquent une certaine superficialité de cette cohésion sociale. Aux difficultés interreligieuses, s'ajoutent des tensions historiques entre les communautés sango et ngbouyou.

Cette situation est exacerbée par la présence continue des groupes armés dans les environs de la ville, malgré l'arrivée des FACA. Ces derniers seraient en sous-effectif et certains parmi eux empirent la situation économique à travers des taxes aux barrières et la situation sociale en maltraitant les habitants musulmans, renforçant la division. Cependant, les échanges commerciaux intercommunautaires ont repris et relèvent comment les opportunités économiques offrent des leviers de consolidation de la paix en permettant aux communautés d'approfondir leurs relations. Toutefois, la libre circulation est mise à

mal et entrave à la santé économique et sociale de Mobaye, à cause des axes routiers toujours bloqués par l'UPC, des taxes illégales imposées par les Anti-Balaka sur la rivière et des exactions poussant à toujours plus de divisions intercommunautaires qu'ils commettent sur les populations civiles.

En cas de conflit, les habitants de Mobaye se tournent vers les leaders religieux, particulièrement la plateforme religieuse et/ou les chefs de quartier pour l'arbitrage, la médiation ou d'autres formes de résolution de conflit. Dans ce contexte, le Comité des Acteurs de Paix a été créé après les affrontements de 2017 pour mener médiations entre les groupes armés pour apaiser la situation et permettre le retour des réfugiés et déplacés et l'ONGI NRC a soutenu la fondation du Comité de Suivi et Dialogue pour atténuer les tensions entre les communautés sango et ngbougou en juillet 2020.

Cependant, les organisations de la société civile ne sont pas considérées comme les interlocuteurs dominants par les habitants de Mobaye, et Concordis note un besoin en renforcement des capacités techniques pour ces dernières.

Les habitants évoquent la nécessité d'inclure davantage les femmes dans la médiation des conflits, ainsi que les jeunes. Les principaux acteurs et organisations sont détaillés dans ce rapport.

Cette consultation a permis d'identifier plusieurs éléments prioritaires pour conseiller et apporter un appui à Mobaye. Les urgences proposées par les habitants sont les suivantes :

- Soutenir la relance économique :
 - Faciliter le désenclavement commercial, assurer la libre circulation en sécurisant la rivière et les routes et en réaménageant ces derniers ;
 - Favoriser la formation professionnelle et l'éducation, en particulier pour les jeunes et les femmes ;
 - Développer les activités économiques et créer de nouvelles opportunités, surtout pour les jeunes, en liant les formations professionnelles à des appuis matériels et financiers ;
- Désarmer les groupes armés et réintégrer leurs membres dans la société afin de les décourager à reprendre les armes ;
- Consolidation de la paix : organiser des activités de réconciliation, entre autres autour des activités économiques et sportives, et apporter un soutien non seulement technique, mais également matériel et financier aux organisations de la société civile existantes ;
- Malgré son retour à Mobaye, les interlocuteurs proposent de restaurer l'État dans toute sa forme, principalement en augmentant les effectifs des FACA, en tâchant que ces derniers aient un comportement adéquat, et en facilitant tous les fonctionnaires à prendre leur poste ;
- Soutenir les déplacés et les retournés, notamment en les incluant dans les programmes d'AGR afin de les prendre en charge et de permettre leur réinstallation. Faciliter également le retour des habitants de Mobaye qui n'ont pas encore pu revenir après avoir fui les violences depuis 2017.

Pendant les formations effectuées pour les membres de la société civile et du CLPR à Mobaye, un plan d'action a été élaboré pour favoriser la résilience des habitants et la cohésion sociale. Ce plan d'action et un rapport de la formation sont attachés au présent rapport.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé exécutif.....	1
Table des matières.....	3
Abbréviations.....	4
Introduction.....	5
Analyse de conflit pour Oxfam & Relsude.....	5
Méthodologie.....	5
Mobaye.....	6
Situation politique, ordre public et sécurité.....	7
Histoire des tensions à Mobaye.....	7
Situation Actuelle.....	8
Femmes.....	8
Acteurs dans les conflits.....	9
Identités, groupes armés et cohésion sociale.....	10
Relations avec les groupes armés.....	11
Réfugiés – déplacés – retournés.....	12
Economie.....	13
Échanges intercommunautaires.....	14
Initiatives locales & endogènes à la résolution de conflit.....	15
Femmes.....	16
Acteurs de la cohésion sociale.....	16
Comité des acteurs de la paix de Basse-Kotto (CAP).....	17
Plateforme religieuse.....	18
Comité de suivi et de dialogue (CSD).....	19
Organisation des femmes centrafricaines (OFCA).....	19
Conseil préfectoral de la jeunesse (CPJ).....	20
Le comité islamique.....	20
La croix rouge RCA.....	20
Recommandations.....	21
Relance économique.....	21
Assurer la libre circulation.....	21
Formation professionnelle et éducation.....	22
Faciliter le développement des activités économiques.....	22
Désarmement et réinsertion DES GROUPES ARMÉS.....	22
Réconciliation et cohésion sociale.....	22
Restauration de l'autorité de l'état.....	23
Retournés-déplacés.....	23
Annexes.....	24

ABBREVIATIONS

AGR – Activités Génératrices de Revenus

CAP – Comité des Acteurs de Paix

CLPR - Comités Locaux de Paix et de Réconciliation

CLPS - Comité Local de Planning et Suivi

CP - Comité de Paix

CPJ - Conseil Préfectoral de la Jeunesse

CSD - Comité du Suivi et du Dialogue

DDRR - Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement

FACA - Forces Armées Centrafricaines (Central African Armed Forces)

FAO - Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

MINUSCA - Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique

OFCA - L'Organisation des Femmes Centrafricaines

ONG - Organisations non-gouvernementales

ONGI – Organisations non-gouvernementales Internationales

OSC – Organisation de société civile

RCA – République Centrafricaine

RDC – République Démocratique du Congo

UPC - Unité pour la paix en Centrafrique

INTRODUCTION

ANALYSE DE CONFLIT POUR OXFAM & RELSUDE

Le projet RELSUDE réunit six ONGI (Oxfam, Concern, Coopi, Agora et Free Press Unlimited sous l'égide d'ACTED) afin d'œuvrer en faveur du relèvement socio-économique et de la réconciliation dans la zone du sud-est de la République centrafricaine. Dans ce cadre, Oxfam a contracté Concordis International pour effectuer des consultations portant sur l'analyse de conflits et la compréhension des perceptions des communautés et les acteurs locaux afin d'informer les activités des partenaires et de les ancrer dans les situations diverses des différentes villes ciblées.

Concordis mène ses consultations dans 11 villes du sud-est, à savoir Bria, Ouango, Zemio, Mobaye, Obo, Kouango, Gambo, Alindao, Kembe, Mingala et Satema. Dans chaque ville, la même méthodologie est appliquée afin de comprendre les réalités spécifiques des relations entre communautés (ethniques, religieuses ou autre). Ces réalités dépendent des conceptions des répondants eux-mêmes, de leurs expériences des conflits et de leurs perceptions des différents acteurs qui influent sur leur quotidien. L'objectif est de comprendre les perceptions, les expériences, et les besoins en matière de sécurité des communautés, ainsi que leurs relations avec les instances de sécurité – avec une attention spécifique pour les voix des femmes et des jeunes.

L'étude servira de base pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de solidarité communautaire par les OSC et Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) des 11 localités analysées avec l'appui des membres du consortium. Afin de préparer cette prochaine étape, Concordis organise une formation pour ces acteurs sur la collecte de données et l'élaboration des plans d'action pour la solidarité intercommunautaire. Pour ces derniers, un plan d'action est élaboré de façon collaborative pour chaque localité avec les participants de la formation.

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à donner la parole aux communautés souvent mises à l'écart dans le processus d'analyse de conflit. De ce fait, une attention particulière est portée aux femmes et à la jeunesse, avec la conscience que les besoins distincts de chaque groupe nécessitent une approche distincte.

Concordis International adopte une méthodologie d'analyse rigoureuse, s'efforçant à valoriser les propos des interlocuteurs interrogés sans biais ni inductions. Ce rapport sur Bria aborde les causes structurelles du conflit, les initiatives locales et endogènes à la résolution du conflit et des recommandations faites par les répondants.

L'analyse qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments de population ciblés ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés de la localité et/ou des conflits. Afin d'assurer l'inclusion des diverses communautés susmentionnée, l'accent a été mis sur les groupes ou associations de femmes, de jeunes, de certains corps de métiers, entre autres.

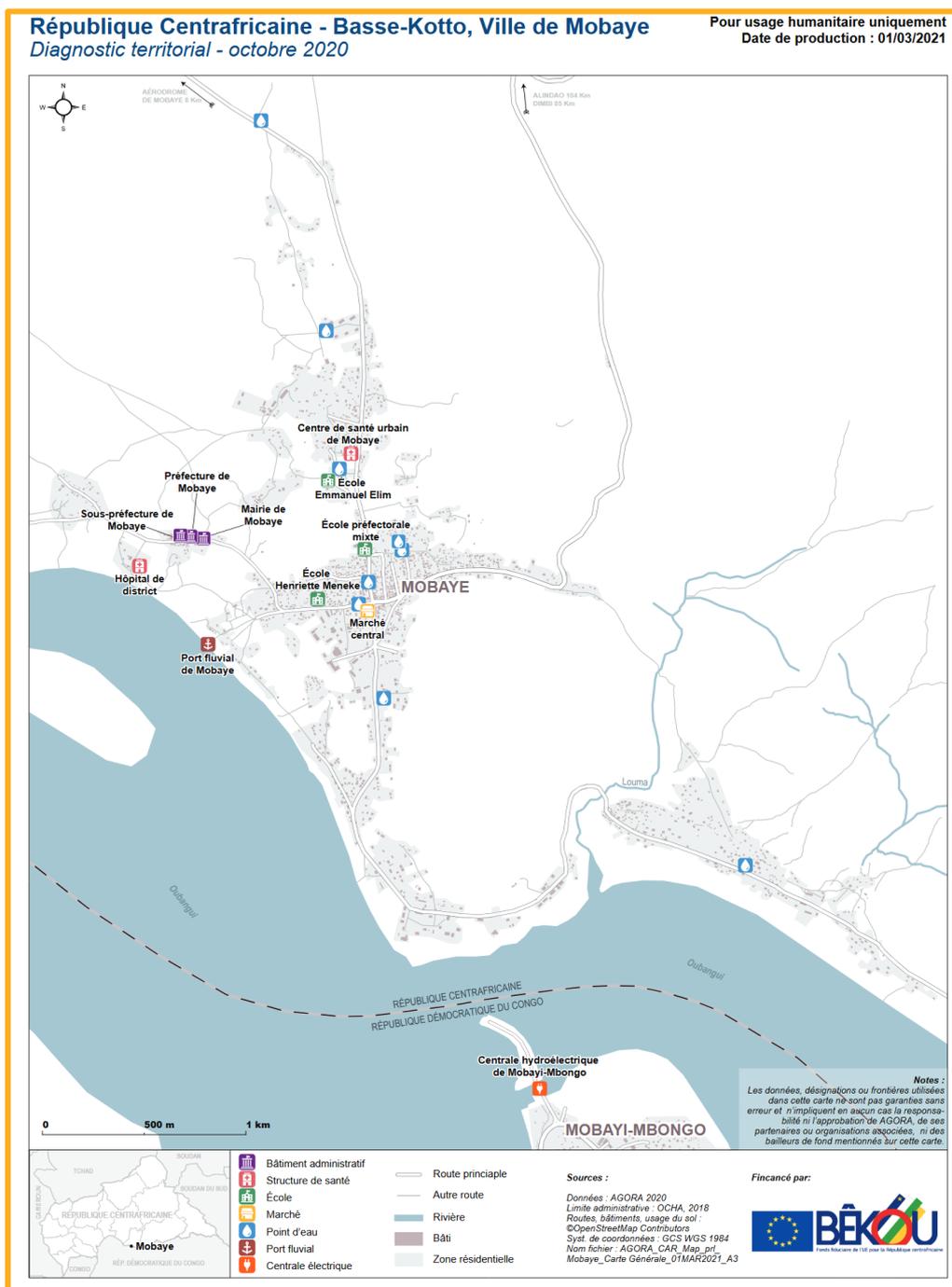
Les entretiens individuels permettent d'approfondir les questions qui n'ont pu être davantage détaillées en groupe pour des raisons sociales ; mais aussi pour identifier des perceptions partagées entre les membres proéminents des communautés voire des groupes armés et les communautés elles-mêmes.

Une explication complète de la méthodologie se trouve en annexe.

MOBAYE

Le chef-lieu de la préfecture de la Basse-Kotto et de la sous-préfecture de Mobaye, cette localité compterait environ 32 000 habitants¹. Les groupes ethniques majoritaires sont les Sango, les Ngbougou et les Yakpa. La majorité de la population est chrétienne – protestant ou catholique – bien qu’il y ait depuis longtemps une minorité musulmane importante. Toutes les communautés se sont vues contraintes à fuir lors des antagonismes et affrontements des dernières années. Une partie de la population reste en déplacement, souvent à travers la rivière en République Démocratique du Congo.

2



Carte de la ville de Mobaye

¹AGORA, 'Plan de Relèvement Local : Mobaye', Février 2021.
 2 AGORA, 2020, 'Map Mobaye – Carte Générale', avec OpenStreetMap Contributors.

SITUATION POLITIQUE, ORDRE PUBLIC ET SÉCURITÉ

HISTOIRE DES TENSIONS À MOBAYE

La majorité des répondants voient l'évolution des groupes armés d'un même œil. Les Séléka sont venus sur la base de revendications, pour la plupart légitimes, liées à la marginalisation de leurs communautés par le pouvoir de Bangui. Il était également question de prendre le pouvoir pour mettre fin à la mauvaise gestion étatique. Ils ont, par la suite, commis des exactions contre la population, pour la plupart contre les communautés chrétiennes. Pour protéger leurs communautés, des jeunes chrétiens se sont organisés en Anti-Balaka en 2017. Ils ont ensuite commis le même type d'exactions dans les zones qu'ils contrôlaient. Comme un membre du Comité du Suivi et de la Dialogue l'explique :

CONTRAIREMENT À LEURS POSITIONS, CES DEUX GROUPES ONT DES BESOINS ET INTÉRÊTS COMMUNS QUI NE SONT RIEN D'AUTRE QUE LE PILLAGE, LES BARRIÈRES ILLÉGALES, TUERIES, LE VOL À MAIN ARMÉE, LES INCENDIES DE MAISONS, LE RACKET ETC.

En mai 2017, les Anti-Balaka ont lancé une attaque de plusieurs semaines sur la ville, puis cette attaque fut finalement contrée par les UPC en début juin. La férocité de ces combats a abouti à des déplacements massifs de population des deux communautés religieuses, en direction principalement de la RDC. IPIS a révélé que ces attaques avaient également un caractère ethnique, ciblant souvent les membres des communautés peuhles³⁴.

Dans la mesure où cette attaque fut finalement bloquée par les UPC, les Anti-Balaka sont restés dans les environs de la ville, scellant la fin de la liberté de circulation jusqu'à ce jour. Comme ces derniers contrôlaient les axes et les villages environnants, les habitants de la ville ne pouvaient pas s'y rendre et vice versa. Plus précisément, les Anti-Balaka bloquaient le passage des musulmans et les UPC soupçonnaient tous les chrétiens de la ville d'être en connivence avec eux. Les habitants se sont ainsi accusés mutuellement de trahison pour vivre dans l'une ou l'autre zone. Ces événements ont mené à de nouveaux cycles de vengeance, au point où il est devenu impossible de discerner les auteurs à l'origine des vagues de violences.

³ IPIS, Central African Republic: A Conflict Mapping, avec le DIIS, 2008. Accède avec ce lien: https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2018/09/1809-CAR-conflict-mapping_web.pdf consulté le 15/10/21.

⁴ La majorité des membres UPC sont issus des communautés peuhls et ils déclarent œuvrer pour la protection de ces dernières.

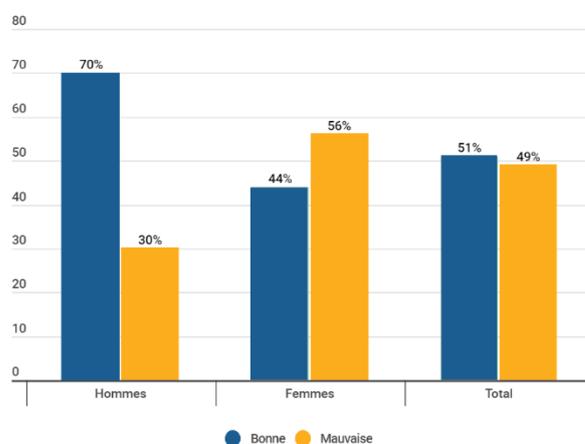
Plusieurs mois après les attaques de 2017, le Comité des Acteurs de Paix s'est organisé pour sensibiliser les jeunes à éviter la violence. Ceci a pu apaiser la situation mais le *statu quo* entre l'UPC en ville et les Anti-Balaka dans les environs n'a pu être changé qu'avec l'arrivée des FACA et de leurs alliés en 2021.

SITUATION ACTUELLE

La plupart des répondants (63%), surtout les plus jeunes, indiquent que vivre en paix compte parmi les aspects les plus importants de leur vie – et ils rajoutent à ce titre ne pas vivre en paix aujourd'hui.

Les habitants de Mobaye vivent aujourd'hui dans une situation de paix négative. Il n'y a plus d'altercations, les UPC ont quitté la ville sans affrontements avec les FACA et leurs alliés., mais la cohésion sociale, malgré une amélioration, reste superficielle – comme détaillée dans le chapitre suivant. Les groupes armés se trouvent à quelques dizaines de kilomètres et menacent la ville, des exactions sont toujours commises et l'économie est dans un état déplorable – comme décrit dans le chapitre Economie.

Les femmes interrogées, dont 56% disent vivre dans une situation d'insécurité, voient la situation sécuritaire de manière bien plus sombre que les hommes. Tous les répondants identifient des groupes armés parmi les responsables, spécifiquement, 83% pointe les UPC du doigt, pendant qu'un quart mentionne les Anti-Balaka et la faible présence des forces de l'ordre. Il est utile de rappeler qu'il s'agit de réponses émises par des membres des différentes communautés chrétiennes, bien que trois des quatre musulmans soient d'accord avec eux.



En conséquence, neuf personnes sur dix vivent dans la peur que quelque chose arrive à leur famille et huit personnes sur dix évoquent même la peur de perdre leur propre vie. Presque la moitié des enquêtés ont été victimes d'un abus et de violences.

'Comment estimez-vous votre sécurité ?'
(n=36)

Les autorités de l'État sont de retour à Mobaye, à savoir le préfet et le sous-préfet, et ils gèrent la vie publique en collaboration avec les autorités locales. Cependant, ils ne sont guère mentionnés par les répondants en fonction de leurs besoins quotidiens et beaucoup parmi eux se plaignent d'une faible présence de l'État.

FEMMES

Un groupe de femmes du marché de Mobaye a déclaré que, pour elles, ce qui compte le plus est d'être libre à vaquer à leurs activités, comme avant. Ces activités sont l'agriculture, le commerce et l'élevage. Malheureusement, leur liberté est limitée par une situation d'insécurité avancée. Parmi ces femmes, 72%, surtout les plus jeunes, craignent les violences sexuelles, perpétrées particulièrement par des membres des groupes armés, et ce indépendamment des communautés auxquelles elles appartiennent.

Ces craintes semblent être fondées sur les expériences vécues chez leurs proches. De plus, quand une menace se matérialise, il semble que les femmes ne s'orientent vers aucune instance pour obtenir du soutien ou pour la résolution d'un problème.

ACTEURS DANS LES CONFLITS

PRÉSENCE DES FORCES ARMÉES

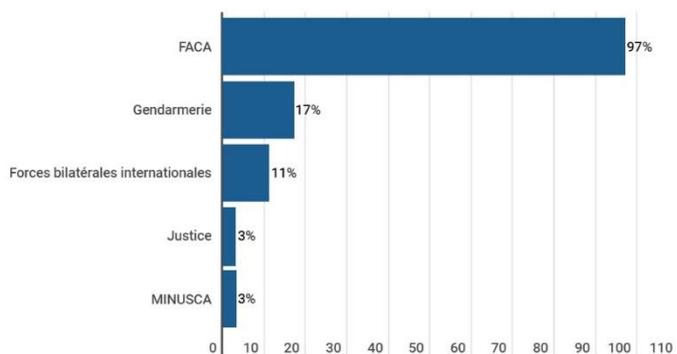
Généralement, les habitants de Mobaye se fient aux FACA pour assurer la sécurité (97%). Dans un premier temps, ils ont atteint cet objectif. Malheureusement, disent-ils, les FACA dans la localité constituent une menace pour la paix à cause de leurs actions clivantes. Certains répondants s'expriment dans des termes forts pour décrire leur désillusion, allant jusqu'à comparer leur comportement à celui des groupes armés. Bien qu'il y ait un comportement et des mesures abusifs à l'encontre de tous, comme des taxes élevées, plusieurs répondants soulignent spécifiquement les abus vis-à-vis des membres de la communauté musulmane aux barrières et au quotidien.

En outre, l'effectif des FACA ne suffit pas pour sécuriser toute la localité, en encore moins les environs. Quand les groupes armés envoient des menaces d'attaques, les habitants ne sont pas rassurés par le faible effectif des FACA, qui ne semble être en mesure de résister.

Si peu de répondants évoquent la MINUSCA et les forces bilatérales, certains expliquent que ces derniers auraient du mal à distinguer les musulmans des éléments Séléka.

GROUPE ARMÉS

Bien qu'ils aient quitté la ville, les UPC et les Anti-Balaka continuent de constituer une menace réelle pour Mobaye. Les UPC se trouvaient, lors des consultations à Zangba et à environ 30 km de la localité sur les axes. Les Anti-Balaka se sont positionnés le long de la rivière à 35 km en direction de Bangui – ce qui entrave les échanges commerciaux comme expliqué dans le chapitre Economie. Par conséquent, les communautés musulmanes comme les communautés chrétiennes sont toujours aussi limitées dans leur circulation, ce qui perpétue un effet clivant sur les communautés. En revanche, au moins une autorité locale affirme savoir qu'une partie des éléments armés autour de la ville seraient prêts à se désarmer dans un programme de DDRR – ce qui constitue également une recommandation souvent répétée par les répondants.



'Qui est le meilleur acteur pour assurer votre sécurité ?'
(n=36)

IDENTITÉS, GROUPES ARMÉS ET COHÉSION SOCIALE

Les habitants de Mobaye s'identifient majoritairement par leur appartenance ethnique : 94% l'inclut et pour 63% il s'agit de l'élément principal de leur identité, un nombre qui semble augmenter avec l'âge. Le deuxième élément le plus important est la nationalité, mentionné par 43%, bien que ce nombre soit considérablement réduit par les femmes, qui ne sont que 28% à le mentionner.

Dans les contextes conflictuels, ces définitions deviennent moins prononcées, avec des discussions allant plus souvent dans la direction des événements opposants les communautés religieuses. Les répondants évoquent de bons souvenirs de la période antérieure à l'arrivée des groupes armés. Les affrontements de 2017 ont fissuré la cohésion sociale entre les croyants des différentes religions.

Depuis leur détérioration, ces relations n'ont toujours pas été rétablies. Bien que les échanges économiques aient repris, un climat de méfiance règne. Les personnes chrétiennes sont soupçonnées de faire partie des Anti-Balaka, tandis que les personnes musulmanes, et particulièrement les Peulhs, sont soupçonnées d'adhérer à l'UPC. Un esprit de vengeance est souvent mentionné dans les groupes de discussion composés de jeunes et de certaines personnalités de premier plan des communautés locales.

À cela s'oppose une ouverture d'esprit notable de la part d'environ un répondant sur cinq pour construire ces relations sociales, bien qu'ils n'aient pu se fréquenter ces dernières années. En outre, plusieurs répondants expliquent que cette situation constitue déjà une amélioration remarquable, parfois attribuée aux sensibilisations effectuées.

Une tension historique existe également entre la communauté sango et la communauté ngbougou, qui serait liée à une situation antérieure où ces derniers travaillaient pour les premiers. Cette tension est sentie jusqu'au plus haut niveau de la ville à travers des accusations qui visent certains de détourner l'aide humanitaire pour l'agriculture en fonction de leurs propres intérêts⁵ tandis que d'autres insistent que leur communauté aurait fondé la ville.

⁵ Selon plusieurs personnes, le sous-préfet estime que les communautés sango sont des pêcheurs et, par conséquent, n'ont pas droit au semence distribué par la FAO – ce qui est dénoncé par le leader des pêcheurs car ils effectuent l'agriculture également.

Depuis juillet 2020, NRC a mis en place le Comité du Suivi et du Dialogue (CSD) afin de d'instaurer une médiation entre ces deux communautés. Néanmoins, certaines autorités locales insistent que « si rien n'est fait pour gérer de manière pacifique ce problème, il y a un risque de conflit intercommunautaire dans la ville ».

Une tension a été évoquée également entre les communautés peuhles et rungas. Malheureusement, dû aux limites temporelles de la consultation, peu d'informations relatives à cette tension ont été soulevées. Les Peulhs sont arrivés en tant que bergers. Pendant la crise, ils ont perdu une bonne partie de leur bétail et ont été contraints de se sédentariser. Des griefs commerciaux existeraient donc envers la communauté runga.

Finalement, il semble exister une paix négative à Mobaye, pourtant sans une profondeur positive, et ce, avec un risque réel de reprise de conflit intercommunautaire. Toutefois, les communautés font généralement preuve de bonne volonté pour avancer vers une réconciliation et un approfondissement des relations, probablement en raison de leurs expériences récentes.

RELATIONS AVEC LES GROUPES ARMÉS

Peu de gens confirment qu'il y ait un soutien quel qu'il soit de leur communauté pour les groupes armés. Les groupes armés sont surtout perçus comme les causes de l'insécurité et de la détérioration de la cohésion sociale.

Cependant, selon les répondants, les Anti-Balaka ont dans leurs racines la protection des communautés chrétiennes et les doléances des Séléka sont généralement aussi vues comme légitimes. Pour les répondants, la cohésion sociale était « digne de ce nom » avant 2013, même quand les Séléka sont arrivés dans la ville, il n'y avait pas eu tout de suite des problèmes.

Au fil des années, la frustration d'un traitement discriminatoire envers les communautés chrétiennes a néanmoins poussé des jeunes à s'organiser en Anti-Balaka, ce qui les a amenés à lancer les affrontements de 2017. Ce sont ces affrontements qui ont abouti à une division entre les communautés chrétiennes et musulmanes, selon eux.

Les répondants issus des communautés chrétiennes opinent que lorsque les Séléka et leurs successeurs contrôlaient la ville, les communautés musulmanes faisaient régulièrement recours à eux pour régler les litiges, sachant qu'ils jugeraient en leur faveur et mettraient de lourdes sanctions au côté chrétien. Ce traitement de faveur est jugé inadmissible par les communautés chrétiennes. Du côté des communautés musulmanes, un sentiment semblable semble exister. Il y aurait cette croyance que tous les habitants chrétiens adhèrent aux Anti-Balaka. Enfin, il semble que les communautés se sont de plus en plus senties obligées de prendre recours au groupe armé en position de les protéger contre l'autre communauté.

Dans le passé, les groupes armés avaient un certain attrait pour les jeunes hommes de Mobaye pour des raisons économiques. Un groupe de jeunes chrétiens explique que le désespoir et le manque de confiance en l'État national – au regard de la négligence subie par localité jusqu'à présent – ont poussé certains à rejoindre les rangs des groupes armés. Des jeunes hommes chrétiens affirment qu'ils se sont retrouvés entre l'enclume et le marteau : les UPC les soupçonnaient d'être en connivence avec les Anti-Balaka pendant que ces derniers leurs mettaient une grande pression pour rejoindre leurs rangs – ce qui a contraint une partie à fuir vers la RDC.

Finalement, un même cercle vicieux se dessine qu'ailleurs : les groupes armés ont semé la désolation, ce qui a poussé d'autres jeunes à rejoindre d'autres groupes armés qui, à leur tour, commettent d'autres exactions.

RÉFUGIÉS – DÉPLACÉS – RETOURNÉS

Des habitants de Mobaye ayant pris la fuite au cours des affrontements des dernières années pour la RDC ont pu revenir suite aux activités de sensibilisation menées avec les groupes armés et plus récemment suite au retrait de l'UPC. Aujourd'hui, les habitants se trouvent dans une situation précaire, ils ont en effet tout perdu lors de leur déplacement. Leurs animaux d'élevage ont été pillés et ils n'ont pas pu cultiver leurs champs. Dès lors, ils n'ont plus d'activités avec lesquelles ils peuvent subvenir à leurs besoins. Parmi eux, certains ont même perdu leur maison.

Bien que tout le monde fasse preuve d'empathie envers les déplacés nouvellement réinstallés, il reste à voir si les relations sont effectivement bonnes. Un membre du CSD a mentionné lors d'une discussion de groupe que certaines personnes qui n'ont pas pu fuir insultent parfois les anciens déplacés. A cet égard, il y a même eu mention de cas de vente de parcelles et maisons en l'absence des propriétaires.

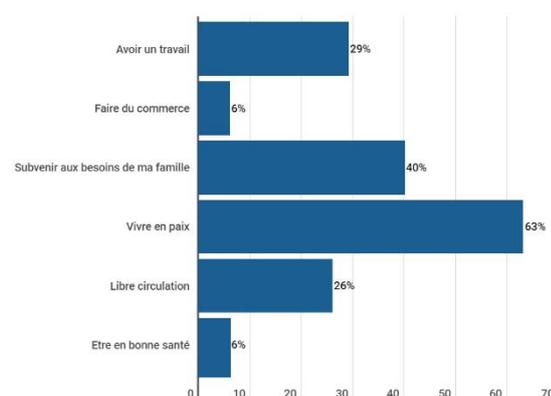
D'autre part, depuis le passage des FACA et leurs alliés bilatéraux occasionnant le retrait des UPC vers Zangba, des déplacés ont pris la fuite vers Mobaye. Pour ces derniers, la précarité y est encore plus extrême car ils n'ont absolument rien à Mobaye.

Beaucoup de répondants demandent que ces deux groupes soient pris en charge pour qu'ils puissent trouver un équilibre.

Les répondants ont également expliqué la présence des réfugiés en provenance de Mobaye en RDC. Ces derniers seraient prêts à revenir mais manquent de moyens pour le transport et leur réinstallation.

ECONOMIE

Lorsque l'on demande ce qui est important pour eux dans la vie, la grande majorité (86%) donne des réponses liées à la situation économique et à leur subsistance. Seulement pour les plus jeunes, la sécurité physique atteint une importance égale. De plus, ces aspirations pour la sécurité et cette volonté de vivre en paix sont souvent expliquées par le fait qu'il s'agit d'une condition nécessaire à la reconstruction de l'économie locale et pour subvenir aux besoins de la famille et obtenir un emploi.



'Qu'est-ce qui est important pour vous dans la vie?' (n=36)

Comme obstacles pour atteindre ces ambitions, la plupart mentionne le manque d'emploi à Mobaye, même si les jeunes évoquent aussi l'absence des formateurs ou tuteurs pour apprendre un métier.

Enquêtés au sujet de leurs ambitions professionnelles, plus d'un répondant affirme vouloir créer leur propre business – une aspiration entrepreneuriale qui est plus prononcée chez les jeunes. La moitié des femmes spécifient une ambition de commerçante.

BARRAGE MOBAYI-MBONGO (RDC)

Plusieurs interlocuteurs ont parlé de la présence du barrage sur la rivière qui opère du côté congolais de la frontière. L'installation date de l'époque des présidents Mobutu et Kolingba et continue à alimenter la ville de Mobaye de courant 24h par jour, ce qui rend la ville la meilleure desservie du pays sur ce point.

Dans le passé, cet atout était utilisé pour électrifier l'usine de transformation de café, défunte depuis 2017, et la population

Le décor de ces aspirations est une ville pleine d'ambition poussée par sa position de modeste carrefour sur une voie d'approvisionnement de la capitale à plusieurs centaines de kilomètres en aval et électrifiée 24h/24 depuis des décennies. De fait, la ville a connu une production – agriculture et pêche – orientée vers d'autres marchés et a même connu une légère industrialisation avec la présence d'une usine de transformation de café jusqu'en 2017.

Toutefois, les habitants se sentent restreints dans leurs ambitions. Le poumon économique local fonctionne mais les voies respiratoires sont bloquées.

Depuis la cessation des hostilités en 2019, et davantage depuis l'arrivée des FACA et leurs alliés plus tôt cette année, les échanges économiques ont repris sur le marché de Mobaye. Mais les axes routiers sont bloqués par l'UPC et les baleinières sur la rivière sont contraintes de payer de fortes taxes aux Anti-Balaka. De plus, depuis leur arrivée, les FACA demandent des droits de passage aux frontières.

Ces taxes et extorsions s'ajoutent à des infrastructures dilapidées qui empêchent le transport des marchandises – rajoutant à leur rareté et, par conséquent, aboutissant à leurs prix élevés.

Cette situation empêche, selon les habitants et les autorités locales, les grands commerçants de revenir pour assurer la connexion avec Bangui et d'autres hubs de la zone. Le ravitaillement de la ville par la RDC a ainsi gagné en importance, malgré les droits douaniers. En outre, la production agricole est limitée en raison de l'insécurité : les agriculteurs ne peuvent joindre les champs éloignés de la ville car l'effectif des FACA semble insuffisant pour sécuriser les quatre coins de la localité.

Par conséquent, la situation est qualifiée de critique par quasiment tous les interlocuteurs. Suite aux affrontements des dernières années, la population a perdu sa résilience car les petits ruminants bovins et caprins ont été pillés par les groupes armés et une bonne partie des champs n'ont pu être cultivés correctement à cause de ces déplacements, causant en outre un manque de semence, problème abordé en partie par la FAO.

Beaucoup de bergers ont, de leur côté, perdu leur bétail, alors que d'autres ne viennent même plus jusqu'à Mobaye à cause du conflit, comme indiqué dans le plan de relèvement local d'Agora.

De plus, les jeunes se plaignent d'un chômage total après la fermeture de l'usine de café et d'un manque d'exploitation des atouts de la zone, aussi bien que d'un manque d'activités qui pourraient leurs générer des revenus. Ils opinent que l'État centrafricain ne regarde pas plus loin que Bangui. En cas de recrutement auprès des services de sécurité (FACA, gendarmerie, police), le manque de transparence règne et les jeunes de Bangui sont engagés.

Les jeunes regardent ainsi les opportunités d'emploi générées par les ONG. Mais même ces derniers préfèrent, selon eux, recruter des jeunes de Bangui. Ils reconnaissent ne pas toujours avoir les compétences requises mais, par le même, déplorent un manque d'opportunités de les apprendre.

Plus spécifiquement concernant l'éducation à Mobaye, les jeunes volontaires de la Croix Rouge ont spécifié lors d'une discussion de groupe :

D'ABORD, À L'UNIVERSITÉ LES ÉTUDIANTS SONT FORMÉS AU RABAIS ET CE SONT CES ÉTUDIANTS QUI REVIENNENT FORMER DEUX FOIS AU RABAIS DANS LES LYCÉES, ET CES LYCÉENS, UNE FOIS LEUR BAC OBTENU, REVIENNENT ENCORE POUR FORMER TROIS FOIS AU RABAIS DANS LES ÉCOLES FONDAMENTALES. ET DONC SELON CES JEUNES, C'EST UNE CHAÎNE DE MÉDIOCRITÉ QUI S'ENRACINE DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF EN CENTRAFRIQUE ET CETTE SITUATION NE FAVORISE POINT LE JEUNE CENTRAFRICAIN À ÊTRE COMPÉTITIF COMME LES AUTRES DANS D'AUTRES CIEUX.

In fine, le conflit a eu des effets néfastes sur l'économie locale. 86% des répondants affirment qu'il a entraîné une hausse des prix. En somme, le Secrétaire Général de la Mairie a listé ces effets selon lui :

L'ÉCONOMIE N'EST PLUS EFFECTIVE APRÈS LA CRISE À CAUSE DES EXACTIONS PAR LES GROUPES ARMÉS, DES INCIDENTS DE PROTECTION, DES DÉGRADATIONS DE ROUTES, DU VOL DES BIENS MATÉRIELS, DES TAXES ILLÉGALES, DES BARRIÈRES ILLÉGALES, DES PERTES HUMAINES DES PARENTS QUI ÉPAULAIENT LEURS ENFANTS, ET QUI FONT QUE LES ACTIVITÉS TOURNENT AU RALENTI ET RENDENT LA VIE ÉCONOMIQUE TRÈS PÉNIBLE À LA POPULATION. L'ABSENCE DE TRANSPORT ROUTIER, LA RARETÉ DE LA CIRCULATION MONÉTAIRE, LE RECULEMENT DE LA PRODUCTION AGRO-PASTORALE ET LA FAIBLESSE DE L'ÉTAT EXPLIQUENT BELLE ET BIEN LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ DE MOBAYE.

ÉCHANGES INTERCOMMUNAUTAIRES

Comme indiqué ci-dessus, les échanges commerciaux ont repris. Tous les répondants affirment acheter et vendre des produits auprès de l'autre communauté religieuse et trois quarts spécifient que cela leur arrive plus d'une fois par semaine. On pourrait en déduire que la coexistence intercommunautaire est fondée sur une interdépendance économique – ce qui constitue une menace de reprise de violence autant qu'une opportunité pour approfondir les relations et atteindre une réconciliation réelle.

INITIATIVES LOCALES & ENDOGENES À LA RÉSOLUTION DE CONFLIT

La moitié des répondants déclare que, de fait, les leaders religieux – surtout la plateforme religieuse décrite plus en détail plus loin dans ce chapitre – et les chefs de quartier sont ceux qui prennent en charge le règlement des conflits. Quand on leur demande ceux qu'ils préfèrent, ce sont les chefs de quartiers qui reviennent le plus souvent dans leurs réponses.

Parmi les membres de la communauté ngbogou, la moitié mentionne également l'implication des organisations civiles, soit presque le double des autres communautés. Aucune OSC particulière ne semble dominer les esprits des répondants en matière de résolution de conflit ou de consolidation de la paix.

Selon un chef de quartier, il préfère gérer les litiges lui-même. En cas de besoin, il peut se référer à la justice, car le procureur vient de reprendre son poste. Le cas échéant, la gendarmerie s'occupe de nombreux litiges également. Toutefois, ces processus produisent généralement une partie perdante, donc cette autorité locale préfère avoir recours aux organisations de la société civile.

Mobaye a une histoire d'organisations qui se sont engagées en faveur de la cohésion sociale. Suite aux affrontements de 2017, le Comité des Acteurs de Paix a été créé par des leaders religieux chrétiens avec l'appui de la MINUSCA. Ils ont facilité des médiations entre groupes armés pour apaiser la situation et permettre le retour des réfugiés et déplacés, aux côtés du maire et de la présidente de la OFCA, parmi d'autres membres proéminents des communautés de Mobaye,

Ces acteurs évoquent l'utilisation d'émissions de radio depuis la RDC pour diffuser leurs messages de paix plus largement dans la zone. Depuis 2020, dans le cadre du projet RELSUDE, Free Press Unlimited soutient la Radio Lego Ti Mobaye. Le potentiel de ce type d'action est surtout évoqué par les élites de la ville, ce qui ne minimise pas son efficacité pendant le conflit.

Au regard des blocages des voies qui connectent Mobaye au reste du pays, il est essentiel d'entamer des échanges avec les groupes armés dans les environs afin d'assurer la libre circulation et faciliter le relèvement de l'économie locale.

FEMMES

Les femmes portent souvent un double rôle dans les villes du sud-est de la République centrafricaine : conseillère en coulisse pour leur famille et activiste publique pour la paix. Cette dynamique se dessine aussi à Mobaye, bien qu'elles soient moins prononcées qu'ailleurs. Seulement 14% des répondants affirment que les femmes sont en position de leader dans la gestion de conflit et la consolidation de la paix, tandis que 31% des répondants – autant de femmes que d'hommes – indiquent même qu'ils n'ont pas de rôle du tout. Quant à la moitié des femmes donnant cette réponse, elles admettent même qu'elles ne trouvent pas que cela devrait changer.

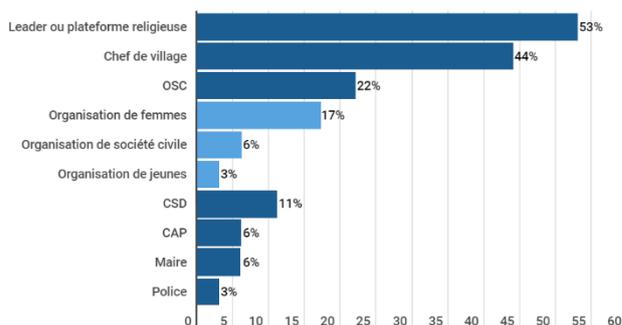
En outre, lorsque l'on demande qui s'occupe de la gestion des conflits à Mobaye, seulement 17% des répondants mentionnent une organisation de femmes.

En revanche, presque tous les hommes et la moitié des femmes enquêtés voudraient un renforcement de ce rôle public et une implication plus importante des femmes. Parmi eux, les hommes ont davantage tendance à proposer des rôles de leader, plutôt que (seulement) des rôles de participantes dans la gestion de conflit.

ACTEURS DE LA COHÉSION SOCIALE

De nombreuses organisations et autres acteurs ont été cités par les répondants comme actives dans la gestion de conflits et/ou la consolidation de la paix. Comme indiqué plus haut, aucune OSC particulière ne semble dominer dans les esprits en la matière et, sauf parmi les répondants ngbougou, elles ne sont pas souvent citées spontanément comme acteurs dans la gestion des conflits. Néanmoins, quand pressés, ils donnent les informations dans les descriptions ci-dessous.

En effet, lorsqu'il s'agit de la gestion de conflit, 53% des participants affirment se tourner vers un leader ou une plateforme religieuse ainsi que 44% vers le chef de village, suivi par 22% les OSC (toutes confondues). Les répondants, tout comme les équipes de Concordis, constatent un besoin de renforcement de capacités de ces derniers dans la matière.



Cependant, les répondants qui mentionnent le comité des acteurs de la paix de Basse-Kotto en ont un souvenir vif. Leur rôle était de sensibiliser au dialogue pour la paix et à la résolution non violente pendant les événements de 2017. Il comprend des membres de toutes les communautés.

'Qui s'occupe de la gestion des conflits ici ?' (n=36)

COMITÉ DES ACTEURS DE LA PAIX DE BASSE-KOTTO (CAP)

Mis en place par des leaders religieux chrétiens avec l'appui de la MINUSCA en 2017, son but initial était de convaincre les jeunes qui avaient choisi de rejoindre les Anti-Balaka de regagner des positions non-violentes. L'initiative, au départ seulement chrétienne, avait soulevé la méfiance des communautés musulmanes. Aujourd'hui, le comité des acteurs de la paix de basse-Kotto est reconnu pour leurs travaux de résolution de conflit et de sensibilisation. Cependant, certains intervenants ont mentionné que, malgré leur inclusivité, le comité de paix ne tenait pas assez compte de l'implication de la jeunesse et que les tensions persistent malgré leur intervention.

BUT	Maintien de la paix entre les différentes communautés et la résolution de conflits entre différentes parties
THÈMES	Résolution de conflits et la consolidation de la paix La paix et la cohésion sociale dans la localité Droit des femmes
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibiliser sur la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble Faciliter le dialogue entre les parties en conflit Sensibilisation sur le droit des femmes Organiser des ateliers de dialogue intercommunautaire
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	L'ensemble des participants s'accordent sur la neutralité, l'inclusivité et l'efficacité de l'action du comité des acteurs de la paix de basse Kotto à Mobaye, et est souvent citée comme étant l'organisation à l'origine de la paix dans la localité. Cependant une bonne partie des enquêtés s'expriment sur la nécessité d'encourager la participation des jeunes, des femmes et de rendre leur fonctionnement plus inclusif et impartial.

PLATEFORME RELIGIEUSE

La plateforme religieuse est présidée par un pasteur et regroupe en son sein les leaders catholiques, protestants et musulmans de Mobaye⁶. Elle est le plus souvent citée comme organisme qui sensibilise à la cohésion sociale et au vivre ensemble intercommunautaire et interreligieuse et participe à la médiation de conflits entre communautés. Cette plateforme est respectée par l'ensemble des communautés. Néanmoins, le manque d'inclusivité des femmes et d'actions concrètes dépassant le cadre de la sensibilisation reste important⁷. Et, comme les OSC, un renforcement des capacités pourrait les faciliter à mieux endosser leur rôle de réconciliateur.

BUT	Garantir la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes couches sociales et communautés
THÈMES	La paix, tolérance et acceptance entre les différentes confessions
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Véhiculer les messages de paix dans leurs communautés Facilitation le dialogue entre les parties en conflit Médiation en cas de conflit
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	La perception de cette organisation est généralement positive. Certains déplorent qu'il n'y ait aucun rôle pour les femmes ou qu'ils n'ont tout simplement pas une plateforme d'écoute suffisante au sein de Mobaye. Il existe également une demande pour faire de la plateforme religieuse une organisation plus impartiale et inclusive, notamment envers les femmes et les jeunes, qui s'engage plus fortement dans le soutien aux activités économiques et à l'emploi, l'éducation et la formation professionnelle, et les discriminations à l'égard des minorités.

⁶ Focus Groupe 4 avec cinq femmes (agricultrices) et sept hommes (agriculteurs) membres du CSD, tenu à Mobaye –Jean-Oscar Ganaye fac. Jean-Oscar Ganaye –21/08/21

⁷ Concordis, Quantitative Research for Mobaye, August 2021

COMITÉ DE SUIVI ET DE DIALOGUE (CSD)

Mis en place par NRC en juillet 2020, le CSD a pour objectif spécifique l'atténuation des tensions entre la communauté ngbougou et la communauté sango de Mobaye, et aujourd'hui, plus généralement, entre les communautés musulmane et chrétienne, notamment par la mise en place d'activités de dialogues et de sensibilisation à la cohésion sociale. Le CSD semble généralement accepté par la population et reconnue comme étant inclusifs envers toutes les communautés mais reste relativement peu mentionné par cette dernière. Cependant, les interrogés expriment que le l'ONG NRC a l'initiative de ce comité devrait soutenir aussi les autres structures existantes.

BUT	Favoriser le vivre ensemble et suivre la cohésion sociale entre les différentes communautés
THÈMES	La sensibilisation à la paix et le dialogue intercommunautaire
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibiliser sur la paix et la cohésion sociale Rapprocher les communautés Médiation d'ateliers de dialogues intercommunautaires
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Cette organisation est généralement acceptée par les populations locales, qui reconnaissent son inclusivité, son impartialité et sa neutralité. Cependant, certains participants pensent que l'ONG NRC devrait également soutenir les autres plateformes de dialogue, et le CSD d'approfondir son action entre les communautés chrétiennes et musulmanes, tout en développant leur inclusivité envers les jeunes et les femmes.

ORGANISATION DES FEMMES CENTRAFRICAINES (OFCA)

L'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) de Mobaye fait partie de ce réseau à travers le territoire centrafricain. Elles semblent plus populaires chez les femmes que chez les hommes pour des questions liées aux conflits mais reste relativement peu mentionnées comme acteur majeur dans cette localité.

BUT	Représenter les femmes de la localité sur le plan régional et défendre leurs places dans la société
THÈMES	Position de la femme dans la localité Gestion et prévention des conflits au sein de la communauté
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisations sur la paix et la cohésion sociale Sensibilisations sur les droits des femmes Facilitation de dialogue
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Généralement positives. L'OFCA est acceptée et reconnue comme inclusive, cependant certains mentionnent un manque d'inclusivité sur le plan local : Les jeunes femmes ne seraient pas suffisamment impliquées dans cette organisation. L'OFCA est également principalement mentionné par la communauté ngbougou (36%) contre aucun Sango.

CONSEIL PRÉFECTORAL DE LA JEUNESSE (CPJ)

Créé dans le but de la défense des intérêts de la jeunesse sur le plan national. Cette organisation, malgré sa présence locale, semble peu connue des habitants, et ne semble pas être l'un de leurs intermédiaires de choix.

BUT	Représenter les jeunes de la localité sur le plan régional et participer à la médiation de conflits
THÈMES	Position des jeunes dans la localité Gestion et prévention des conflits au sein de la communauté
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisations sur la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble Facilitation de dialogue entre les parties en conflit
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Le CPJ est très peu mentionné par les communautés et reste néanmoins un organe peu connu, cité uniquement par les répondants la communauté ngbougou (18% d'entre eux).

LE COMITE ISLAMIQUE

Cette structure fut constituée par les communautés musulmanes de Mobaye. Le but de ce comité est de représenter la communauté islamique sur le plan régional et de gérer les conflits qui pourraient surgir au sein de ce groupe et/ou avec les autres communautés. Selon les participants, il intervient également pour la paix et la cohésion sociale dans ville de Mobaye à travers la sensibilisation mais reste une alternative peu utilisée par l'ensemble de la population. La raison pour laquelle ce comité est peu mentionnée est potentiellement dû au faible nombre de participants musulmans interrogés dans la localité de Mobaye.

LA CROIX ROUGE RCA

Établie en 2019 à Mobaye, la Croix Rouge RCA est une organisation qui est en charge de sensibiliser les populations locales à la paix, à la cohésion sociale et au dialogue intercommunautaire. L'organisation reste très peu connue par les populations locales, mais semble cependant acceptée par tous.

RECOMMANDATIONS

Comme indiqué dans le chapitre Economie, les habitants de Mobaye aspirent surtout à leur subsistance et à l'amélioration de leur situation économique, souvent lamentable. Même lorsqu'ils parlent de leurs aspirations à vivre en paix et de cohésion sociale, ils les mettent au rang de conditions nécessaires pour la relance de l'économie locale et pour pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles, trouver un emploi ou entreprendre.

Pour relancer l'économie, hormis le rétablissement de la paix, les répondants évoquent le besoin d'une amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle, aussi bien qu'un soutien matériel et financier.

Afin de promouvoir la paix, 80% des répondants indiquent le besoin de désarmer les groupes armés pendant que 69% – surtout parmi les femmes (80%) – mentionnent des éléments de cohésion sociale et de vivre ensemble. 66% mentionnent aussi la restauration de l'État, indiquant qu'ils ne la considèrent pas encore accomplie. 56% trouvent important d'inclure les jeunes dans les processus de paix et, parmi les femmes, 68% veulent également plus d'implication.

RELANCE ÉCONOMIQUE

Les répondants voient plusieurs obstacles qui empêchent l'économie locale de Mobaye de (re)prendre de l'ampleur. Il manque la libre circulation pour les commerçants et les habitants. De plus, les jeunes n'ont pas eu l'opportunité d'être formés aux métiers qui pourraient leur générer des revenus pour subvenir aux besoins de leurs familles. Enfin, il manque la résilience et le potentiel d'investissements de base pour que les habitants puissent (re)commencer leurs propres business. Plusieurs personnes ont détaillé des ambitions assez spécifiques qu'ils veulent atteindre et développer à Mobaye.

ASSURER LA LIBRE CIRCULATION

Comme expliqué dans le chapitre Economie, le marché de Mobaye, qui est le poumon de l'économie locale, est opérationnel. Mais les voies respiratoires – les axes routières et la rivière – demeurent bloquées, privant le poumon de l'oxygène nécessaire pour redevenir sain.

Pour les débloquent il faudrait, selon les répondants :

- Sécuriser les axes :
 - Les routes sont souvent coupées par les groupes armés qui contrôlent les villages environnants, causant le paiement d'une taxe par les commerçants et des pillages
 - Les transports par la rivière vivent les mêmes exactions de la part des Anti-Balaka à Yéhou et Yambourou
- Réaménager les routes pour faciliter le passage des poids lourds pour approvisionner le marché. Spécifiquement, le tronçon Mobaye-Bambari a été cité à plusieurs reprises.

-
- Prévenir les éléments des forces armées FACA de lever les taxes exorbitantes et clivantes aux frontières, par exemple en fournissant des quittances.

Ces mesures faciliteront le retour des grands commerçants à Mobaye pour que la ville puisse reprendre sa place sur les voies d'approvisionnement de la capitale. Combiné aux activités de cohésion sociale, cela pourra aussi permettre le retour des commerçants musulmans qui ne sont pas encore revenus afin d'œuvrer pour un renforcement de la collaboration commerciale bénéfique à tous.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET ÉDUCATION

Avec un focus particulier sur les jeunes et les femmes, les habitants indiquent que la crise les a empêchés de développer des compétences spécifiques en agriculture et élevage aussi bien que pour des « petits métiers » tels que la mécanique, maçonnerie, menuiserie, couture, etc.

Plusieurs autorités locales ont évoqué le potentiel que constituerait l'organisation de formations professionnelles conjointes pour rassembler les jeunes des différentes communautés, permettant à terme d'approfondir les relations intercommunautaires.

Le système éducatif a subi de lourdes critiques lors des consultations, particulièrement concernant la qualité des enseignants qui ne seraient pas qualifiés ainsi que le manque de matériel dans les écoles qui ne serait pas fiable.

FACILITER LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

La majorité des répondants mettent en lien ces formations professionnelles avec un soutien matériel et/ou financier indispensable, parfois évoquant même les programmes d'activités génératrices de revenu (AGR) et *cash for work*.

Autant pour les « petits métiers » que pour l'agriculture (souvent sous forme de semence de qualité) et l'élevage, les habitants affirment avoir besoin de ce support soutien pour recommencer à partir de zéro et y voient la manière la plus efficace afin de reconstruire leur résilience après les conflits des dernières années.

DÉSARMEMENT ET RÉINSERTION DES GROUPES ARMÉS

Essentiel pour atteindre une paix négative durable, les répondants ont souvent évoqués le besoin de désarmer les membres des groupes armés et de les aider à se réintégrer dans la société. En combinaison avec la première recommandation – de libérer les axes – le but est de pérenniser les acquis sur le plan économique.

Spécifiquement, cette stratégie a été évoquée par certains comme essentiellement complémentaire à la stratégie militaire, car sinon cette dernière ne fait que repousser les groupes armés dans les zones reculées.

RÉCONCILIATION ET COHÉSION SOCIALE

Les années de conflit ont laissé des traces sur les relations entre les communautés religieuses. Comme indiqué dans le chapitre sur les identités et la cohésion sociale, des tensions entre certains groupes ethniques demeurent.

La majorité des répondants recommandent, par conséquent, d'organiser des activités de réconciliation afin d'approfondir les relations qu'ils ont recommencé à construire autour des activités économiques.

Afin d'assurer la réussite du désarmement et de la relance économique, les communautés ont besoin de dialogue et de médiation pour mieux se comprendre et pour parler des griefs du passé.

En outre, des jeunes et des membres proéminents des communautés de Mobaye ont spécifiquement mentionné des activités sportives, aussi bien qu'organiser des formations professionnelles, citées ci-haut, de façon conjointe pour rassembler les jeunes des différentes communautés.

SOUTIEN

Les habitants sont généralement conscients des efforts en cours à travers le Comité des Acteurs de Paix, le Comité de Suivi et du Dialogue et d'autres organisations de la société civile. Cependant, ces organisations ne sont pas automatiquement citées comme acteurs préférés dans la gestion de conflit. De plus, les répondants évoquent que ces organisations ont besoin d'appui pour mener à bien leur mission.

Ils ont besoin en particulier d'un soutien technique auprès des organismes existants à travers des formations et du coaching pour consolider leurs compétences en médiation, facilitation et résolution non-violente des conflits, aussi bien qu'une internalisation des principes d'inclusivité et de neutralité.

Dans plusieurs groupes de discussion, l'implication directe des ONG a été demandée pour mener à bien ces activités.

Comme indiqué dans l'introduction de ce chapitre, il est demandé de porter une attention particulière à l'implication des jeunes et des femmes dans ces processus.

RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT

Malgré la présence des forces de sécurité intérieure et la présence des autorités locales, une bonne partie des interlocuteurs évoquent le besoin de restaurer l'autorité de l'État « dans toute sa forme » à Mobaye.

Cette demande semble liée aux limites que ces forces de l'État présentent. Elles ne contrôlent qu'à peine l'ensemble de la ville, et encore moins ses environs : ils n'ont toujours pas les comportements requis (comme les FACA aux barrières ou certaines autorités locales qui sont perçues comme favorisant surtout leurs propres intérêts) et il reste beaucoup de fonctionnaires qui n'ont pas encore pris leur poste à Mobaye.

Spécifiquement, les répondants demandent que l'effectif des FACA soit augmenté – mais seulement avec des éléments disciplinés – et que les fonctionnaires viennent prendre leur poste.

RETOURNÉS-DÉPLACÉS

Comme expliqué dans le chapitre Identités, Groupes armés et Cohésion sociale, il y a beaucoup d'habitants qui ont perdu leur résilience lors des déplacements durant les affrontements depuis 2017.

Il y a également la présence des déplacés venus de Zangba et d'autres localités dans les environs de Mobaye.

Ces deux groupes souffrent d'un manque total de résilience, surtout les déplacés qui n'ont souvent aucune activité pour subvenir aux besoins de leurs famille. Beaucoup de répondants demandent que ces deux groupes soient pris en charge pour qu'ils puissent retrouver un équilibre. Une autorité locale a souligné l'espoir que ces familles puissent être incluses dans des programmes d'AGR susmentionnés.

Les répondants ont également mentionné la présence des réfugiés en RDC en provenance de Mobaye et que ces derniers seraient prêts à revenir s'il n'y avait pas un manque de moyens pour leur transport et leur réinstallation.

ANNEXES

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à éclaircir les perceptions et les opinions des communautés et populations locales, et plus spécifiquement la voix des communautés qui ont tendance à n'être ni entendues ni prises en compte. À ce titre, l'étude porte une attention particulière aux femmes et à la jeunesse, tout en gardant à l'esprit que dans chacune de ces localités, certaines parties de la population sont moins écoutées que dans d'autres.

Concordis mise sur une collecte pure d'information afin de valoriser les messages que les interlocuteurs souhaitent passer, évitant inductions et biais de confirmation. Concordis opte pour une approche qui combine analyse quantitative et qualitative – dans les mesures du possible, au regard des limites financières et contraintes temporelles de cette étude. L'aspect quantitatif permet de mesurer la prévalence des perceptions et opinions et de les stratifier selon le sexe, l'âge, le métier, le groupe ethnique et la religion. Au-delà des chiffres, les échanges approfondis menés avec les membres des différentes communautés et les principaux acteurs de la localité fondent la collecte des données qualitative permettant de comprendre les significations des réponses prévalentes. Additionnellement, les équipes de Concordis observent les interactions, tensions et activités dans les localités et leurs analyses directes sont pris en compte pour contexte et détail.

L'étude qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments ciblés de la population ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés dans la localité et/ou dans les conflits. Comme indiqué ci-dessus, l'étude vise essentiellement à élever les voix des communautés pour comprendre leurs perceptions. Par conséquent, les groupes de discussion avec les membres des différentes communautés ont été prioritaires. L'accent a été mis sur les :

- Groupes ou associations de femmes
- Groupes ou associations de jeunes
- Groupes d'habitants
- Groupes de certains métiers ou associations professionnelles

Les entretiens individuels sont utilisés à la fois pour approfondir des questions qui n'ont pu être longuement ou aisément détaillées en groupe pour des raisons sociales et pour évaluer si les membres proéminents des communautés, voire les membres de groupes armés, ont des perceptions partagées avec communautés elles-mêmes. Les interrogés incluent des préfets, des sous-préfets, des maires, des chefs de quartier, des leaders d'associations de femmes, de jeunes et d'autres OSC. Ces activités sont menées par deux de nos équipes centrafricaines dotées de riches expériences dans les consultations et les formations.

La conduite des entretiens a également reposée sur une démarche inclusive. Concordis a mis en place des conditions favorables aux consultations en restant à l'écoute des peurs et des souhaits des communautés afin de cartographier les solutions potentielles. Au regard de la nature de ces consultations, la question de la cohésion sociale a joué un rôle crucial dans la formulation des questionnaires, abordant le plus largement possible les interactions sociales et commerciales entre communautés, les dynamiques de conflits en interrogeant sur les peurs et la confiance, et la résolution du conflit en interrogeant sur la médiation et les griefs. Là encore, comme toutes consultations dans un temps limité, cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité sur la variété des thématiques abordées.

RAPPORT DE FORMATION

PLAN D'ACTION DE SOLIDARITÉ - MOBAY